

Numéro	DL260930-RESS06	
Nature de l'acte	Délibération	
Matière	Finances locales – Décisions budgétaires	
Objet	Décision modificative du budget n° 1 – Exercice 2026	

VILLE D'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Extrait du registre des délibérations Conseil municipal du 30 septembre 2026 à la salle des fêtes municipale

L'an deux mil vingt-six le trente du mois de septembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil municipal s'est réuni à la salle des fêtes municipale - en session ordinaire - sur convocation et sous la présidence de Monsieur Thibaud PHILIPPS, Maire.

Etaient présents :

PHILIPPS Thibaud, Maire, HECKEL Huguette, SAIDANI Lamjad, MASSE-GRIESS Dominique, SCHEUER Serge, DREYFUS Elisabeth, RICHARD Yvon, RIMLINGER Barbara, MADANI Naïma, HAAS Philippe, Adjoints, TRAPPLER Francis, SEIGNEUR Sylvie, FELLMANN Evelyne, FRUH Marie-José, VANDERLIEB Christine, KAYSER Joëlle, KIEHL Fabrice, MARIVAL Sylvie, KIEHL Fabrice, BUCHHOLZER Jean-Christophe, LEVY Thomas, CLAUS Stéphanie, DUFANT Véronique, HERBEAULT Cédric, MONZINGER Nadine, MACIAZEK Pierre, BRANCHEREAU Loïc, CHABAN Ivan, TISSIER Elise, MAGDELAINE Séverine, DURAND JérémY, LOUIS Lucas, FRIEDRICH Marc, VIVET Laurent, Conseillers

Etaient absents :

- Monsieur FRUH Hervé ayant donné procuration à Monsieur RICHARD Yvon
- Monsieur HURELLE Gautier

Secrétaire de séance : Monsieur Alexandre VINCENT-BEAUME,
Directeur général des services

Nombre de conseillers présents :	33
Nombre de conseillers votants :	34
Date de convocation et affichage :	24 septembre 2026
Date de publication de la délibération :	9 octobre 2026
Date de transmission au Contrôle de Légalité :	9 octobre 2026

Accusé de réception en préfecture
067-216702183-20260930-DL260930-RESS06-DE
Date de réception préfecture : 09/10/2026

Numéro	DL260930-RESS06	1/8
Matière	7.1. Finances locales – Décisions budgétaires	

III. RESSOURCES

6. DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET N°1 – EXERCICE 2026

Conformément à l'article L. 1612-11 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut procéder à des ajustements des crédits inscrits au budget primitif au moyen de décisions budgétaires modificatives (DM). Celles-ci peuvent intervenir à tout moment entre le vote du budget primitif et la clôture de l'exercice budgétaire.

Une décision budgétaire modificative a pour objet d'ajuster les prévisions de recettes et de dépenses du budget initial, notamment par des virements de crédits entre chapitres ou opérations, ou par l'inscription de recettes et de dépenses nouvelles. Elle est adoptée selon les mêmes règles de forme (vote par chapitre et, le cas échéant, par opération) et de fond (respect de l'équilibre réel des sections) que le budget primitif.

Pour mémoire, lors du vote du budget primitif 2026, le Conseil municipal a autorisé le Maire, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et du référentiel budgétaire et comptable M57 relatives à la fongibilité des crédits, à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein d'une même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections. Cette faculté ne s'applique toutefois pas aux crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ainsi, les crédits du chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés » ne peuvent être ni abondés ni diminués par voie de virement de crédits. Toute modification de ces crédits doit donc faire l'objet d'une décision budgétaire modificative soumise à l'approbation du Conseil municipal. L'inscription de crédits complémentaires au chapitre 012 dans le cadre de la présente décision modificative répond à cette obligation réglementaire.

Par ailleurs, pour rappel, les résultats de clôture de l'exercice 2025 ont été repris dès le vote du budget primitif 2026, intervenu au mois de mars 2026. Ces résultats ont ensuite été définitivement arrêtés lors de l'adoption du Compte financier unique (CFU) 2025 au mois de mai 2026. La reprise de ces résultats fait apparaître un excédent de financement en section de fonctionnement. Les recettes sont ainsi supérieures aux dépenses, conduisant à une situation de suréquilibre de la section de fonctionnement. Cette situation est expressément prévue par les articles L. 1612-6 et L. 1612-7 du Code général des collectivités territoriales. Dans ces conditions, l'équilibre réel du budget demeure pleinement respecté.

Au total, un montant de 538 534 € est proposé à l'inscription en dépenses de fonctionnement. Ces dépenses nouvelles sont financées à hauteur de 343 840 € par des recettes nouvelles. Le solde, soit 194 694 €, sera financé par prélèvement sur l'excédent de fonctionnement disponible. Pour mémoire, l'excédent de fonctionnement disponible s'élevait à 2 588 362,32 € avant l'adoption de la présente décision modificative. Il s'établira à 2 393 668,32 € après prise en compte de cette dernière.

En section d'investissement, la présente décision modificative permet de concrétiser les premières orientations de la nouvelle mandature. Une première inscription de 500 K€

Accusé de réception en préfecture
067-216702183-20260930-DL260930-RESS06-DE
Date de réception préfecture : 09/10/2026

Numéro	DL260930-RESS06	2/8
Matière	7.1. Finances locales – Décisions budgétaires	

est ainsi prévue afin de mettre en œuvre, dès 2027, des dispositifs de rafraîchissement des bâtiments publics, notamment dans les écoles, pour apporter des réponses concrètes à l'augmentation rapide des températures et améliorer le confort des usagers.

Par ailleurs, cette décision modificative intègre une enveloppe complémentaire de 1 000 K€ destinée à la requalification du secteur de la Schlossmatt, à la suite de la révision de l'autorisation de programme correspondante. Pour mémoire, un montant total de 3 000 K€ sera engagé sur les exercices 2026 et 2027 afin de permettre l'aménagement d'un nouveau parc urbain.

Enfin, un crédit de 1 500 K€ est inscrit au titre du Hall des Sports. Il correspond à un redéploiement de crédits de paiement initialement prévus en 2027 afin de tenir compte de l'accélération du chantier et de la mise à jour du calendrier prévisionnel des travaux.

Afin de financer ces nouvelles dépenses, initialement programmées sur l'exercice 2027, un emprunt de 3 000 K€ sera mobilisé. Conformément à la stratégie financière annoncée, la Ville a maintenu son niveau d'endettement à un seuil particulièrement bas jusqu'à la fin du précédent mandat. Cette orientation visait à privilégier la mobilisation de l'excédent disponible ainsi que de l'autofinancement dégagé annuellement par la collectivité pour financer les investissements programmés jusqu'en 2026. Elle permettait également d'éviter des frais financiers inutiles tout en préservant la capacité d'investissement de la Ville pour le futur.

Avec le lancement des nouvelles opérations inscrites dans le cadre de la mandature actuelle, le recours à l'emprunt devient désormais nécessaire afin d'assurer le financement d'investissements structurants dont les bénéfices s'inscriront dans la durée et profiteront à plusieurs générations.

Le recours à l'emprunt constitue, en effet, un outil essentiel de financement pour les collectivités territoriales. Il permet de répartir dans le temps le coût d'infrastructures durables, de préserver l'épargne disponible pour les besoins courants et de lisser l'impact financier des investissements les plus importants sans remettre en cause l'équilibre de la section de fonctionnement.

Les autres mouvements budgétaires de la section d'investissement correspondent principalement à des redéploiements de crédits entre différentes opérations afin de tenir compte de l'avancement réel des projets inscrits au programme d'investissement. Ils permettent également de réaffecter des crédits devenus disponibles à la suite de l'achèvement de l'école Adélaïde Hautval, dont le coût définitif s'est révélé inférieur aux prévisions inscrites au budget primitif 2026. Nous retrouvons enfin les crédits nécessaires à la prise en charge d'une consignation de frais d'expertise dans le cadre d'une procédure judiciaire en cours concernant un agent de la police municipale blessé dans l'exercice de ses fonctions. Ces ajustements sont réalisés sans incidence sur l'équilibre global de la section d'investissement.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :

Accusé de réception en préfecture
067-216702183-20260930-DL260930-RESS06-DE
Date de réception préfecture : 09/10/2026

Numéro	DL260930-RESS06	3/8
Matière	7.1. Finances locales – Décisions budgétaires	

Le Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L1612-11 autorisant les modifications budgétaires jusqu'au terme de l'exercice ;

CONSIDERANT les besoins d'ajustement de certains crédits budgétaires ;

Après en avoir délibéré,

Sur avis favorable de la Commission Ressources du 16 septembre 2026,

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La décision budgétaire modificative N°1 de l'exercice 2026 telle que présentée ci-après est approuvée.

Numéro	DL260930-RESS06	4/8
Matière	7.1. Finances locales – Décisions budgétaires	

Détail des modifications proposées en section de fonctionnement

SECTION DE FONCTIONNEMENT							
Direction	Service	Nature	Sous-rubrique	Antenne	DEPENSES	RECETTES	OBSERVATIONS
DPE	SLPS	60636	201	SLPS	2 000,00		Impact de la candule, achat de fournitures (ventilateurs,...)
DAP	ENER	6184	DIVERS	ENER	50 000,00		Formations et habilitations diverses (CACES) et formations obligatoires dans le cadre du recrutement d'un agent de police municipale
DCVA	SEV	61521	511	EV	21 000,00		Réparation de la nacelle
DAP	ENER	615221	DIVERS	ENER	20 000,00		Intégration du matériel de réseau de chaleur au contrat ESSE (P3, entretien des équipements)
DPE	ACM	6188	281	ACM	134 000,00		Fourniture de repas sur temps périscolaire et extrascolaire
Chapitre 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL					227 000,00		
DRH	PGP	64111	DIVERS	PAIE	50 000,00		Création de 3 postes de directeur ACM et du renforcement des équipes d'animateurs périscolaires à compter du 1er septembre. A cela s'ajoutent la création d'un poste de responsable Frances Services et divers contrat de remplacement (guichet unique, espaces verts).
Chapitre 012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES					50 000,00		
DFAJ	SBC	732221	01	BC	6 016,00		Contribution au FPIC (Fond National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales)
Chapitre 014 - ATTENUATION DE PRODUIT					6 016,00		
DFAJ	SBC	6541	020	BC	270 095,00		Admission en non-valeur de créances (dont l'admission en non-valeur d'une créance de la société Keetiz, une reprise de provision du même montant est inscrite en recette)
DFAJ	SBC	6542	020	BC	2 678,00		Admission en non-valeur de créances
Chapitre 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					272 773,00		
DFAJ	SBC	6817	01	BC	- 2 255,00		Reliquat de l'enveloppe dédiée aux provisions complémentaires
DFAJ	SBC	6815	01	BC	- 15 000,00		Reliquat de l'enveloppe dédiée aux provisions complémentaires
Chapitre 68 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS					- 17 255,00		
DRH	PGP	6419	020	PGP		- 53 550,00	Reversement d'une aide de la Communauté Européenne d'Alsace par le Centre Communal d'Action sociale, changement d'imputation
Chapitre 013 - ATTENUATIONS DE CHARGES						- 53 550,00	
DPE	SGU	7067	divers	divers		77 000,00	Participations des familles aux services proposés sur temps périscolaire et extrascolaire (restauration, centre de loisirs)
Chapitre 70 - PRODUITS DES SERVICES ET DU DOMAINE						77 000,00	
DFAJ	SBC	74111	01	BC		- 154 530,00	Dotations forfaitaire
DFAJ	SBC	741123	01	BC		10 701,00	Dotations de solidarité urbaine
DFAJ	SBC	74833	01	BC		141 892,00	Compensations exonérations de TF
Chapitre 74- DOTATIONS ET SUBVENTIONS						- 1 937,00	
DRH	PGP	757363	020	PGP		53 550,00	Reversement d'une aide de la Communauté Européenne d'Alsace par le Centre Communal d'Action sociale, changement d'imputation
Chapitre 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						53 550,00	
DFAJ	SBC	786..	SBC	BC		268 777,00	Reprise de provision Keetiz
Chapitre 78 - REPRISE SUR AMORT, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS						268 777,00	
Total opérations réelles					538 534,00	343 840,00	
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT					538 534,00	343 840,00	

Numéro	DL260930-RESS06	5/8
Matière	7.1. Finances locales – Décisions budgétaires	

Détail des modifications proposées en section d'investissement

SECTION D'INVESTISSEMENT								
Direction	Service	Opération	Nature	Sous-rubrique	Antenne	DEPENSES	RECETTES	OBSERVATIONS
DN	PSI	202402	21838	11	SI	48 900,00		Montant nécessaire à la prise en charge de la phase 2 du projet
Opération n°202402 - VIDEOPROTECTION						48 900,00		
DAP	EPM	202601	2031	847	EPM	15 000,00		Rénovation de la passerelle d'accès au centre de loisirs du Muhlegel, création d'une AP/CP
Opération N°202601 - RENOVATION DU PONT D'ACCES AU CENTRE DE LOISIRS DU MUHLEGE						15 000,00		
DAP	PEGT	201402	2313	212	EE-HAUT	- 108 900,00		Fin d'opération
Opération n°201402 - ECOLE ELEMENTAIRE ADELAIDE HAUTVAL						- 108 900,00		
201	ENER	202602	21351	201	ENER	500 000,00		Nouvelle enveloppe : dispositif de rafraîchissement des bâtiments publics
Opération N°202602 - ADAPTATION DES BATIMENTS PUBLICS AUX FORTES CHALEURS						500 000,00		
DAP	ENER	201901	2313	201	ENER	1 500 000,00		Décalage des crédits de paiement initialement prévus en 2027
Opération n°201901 - HALL DES SPORTS						1 500 000,00		
DAP	PEGT	202101	2312	511	EGT	1 000 000,00		Décalage des crédits de paiement initialement prévus en 2027
Opération n°202101 - REQUALIFICATION DU SECTEUR SCHLOSSMATT						1 000 000,00		
DAP	EPM	R202602	2031	847	EPM	- 15 000,00		Rénovation de la passerelle d'accès au centre de loisirs du Muhlegel, création d'une AP/CP
DFAJ	CPUB		2033	020	CPUB	- 1 440,00		Reliquat de l'enveloppe dédiée aux frais de publication des marchés publics
Chapitre 20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						- 16 440,00		
DAP	ENER	P202601	2315	758	ENER	60 000,00		Contrat de performance énergétique
Chapitre 23 - IMMOBILISATIONS EN COURS						60 000,00		
DFAJ	AFJU		275	020	AJ	1 440,00		Consignation
Chapitre 27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						1 440,00		
DFAJ	PFINANCES		1641	01	BC		3 000 000,00	Emprunt
Chapitre 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES						-	3 000 000,00	
Total opérations réelles						3 000 000,00	3 000 000,00	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT						3 000 000,00	3 000 000,00	

Numéro	DL260930-RESS06	6/8
Matière	7.1. Finances locales – Décisions budgétaires	

Balance récapitulative de la section de fonctionnement

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BUDGET PRIMITIF 2026	DBM 2026_01	TOTAL AUTORISATIONS BUDGETAIRES 2026
014 - ATTENUATIONS DE PRODUITS	44 800,00	6 016,00	50 816,00
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	7 132 450,00	295 000,00	7 427 450,00
012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	16 669 680,00	50 000,00	16 719 680,00
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	4 623 970,00	272 773,00	4 896 743,00
66 - CHARGES FINANCIERES	40 000,00	-	40 000,00
67 - CHARGES SPECIFIQUES	5 000,00	-	5 000,00
68 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	25 000,00	- 17 255,00	7 745,00
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	28 540 900,00	606 534,00	29 147 434,00
023 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	7 589 666,11	-	7 589 666,11
042 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	2 360 000,00	-	2 360 000,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	9 949 666,11	-	9 949 666,11
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	38 490 566,11	606 534,00	39 097 100,11

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BUDGET PRIMITIF 2026	DBM 2026_01	TOTAL AUTORISATIONS BUDGETAIRES 2026
013 - ATTENUATION DE CHARGES	516 000,00	- 53 550,00	462 450,00
70 - PRODUITS DES SERVICES ET DU DOMAINE	1 941 140,00	77 000,00	2 018 140,00
73 - IMPOTS ET TAXES	6 261 250,00	-	6 261 250,00
731 - FISCALITE LOCALE	18 117 300,00	-	18 117 300,00
74 - DOTATIONS ET SUBVENTIONS	4 079 306,00	- 1 937,00	4 077 369,00
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	622 340,00	-	622 340,00
76 - PRODUITS FINANCIERS	5 000,00	-	5 000,00
77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 000,00	53 550,00	54 550,00
78 - REPRISES SUR AMORT, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	2 000,00	268 777,00	270 777,00
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (B)	31 545 336,00	343 840,00	31 889 176,00
042 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	10 000,00	-	10 000,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	10 000,00	-	10 000,00
002 - RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (n-1)	9 523 592,43	-	9 523 592,43
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	41 078 928,43	343 840,00	41 422 768,43

Approuvé en préfecture le 06/10/2025
06/10/2025 20260930-DL260930-RESS06 DE
Date de réception préfecture : 09/10/2025

Numéro	DL260930-RESS06	7/8
Matière	7.1. Finances locales – Décisions budgétaires	

Balance récapitulative de la section d'investissement

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Budget primitif 2026	Restes à réaliser 2025 sur 2026	DBM 2026_01	Total autorisations budgétaires 2026
201402 - ECOLE ELEMENTAIRE LIBERMAN	-	204 772,14	- 108 900,00	95 872,14
201901 - HALL DES SPORTS	6 000 000,00	-	1 500 000,00	7 500 000,00
201903 - MAISON DE L'ENFANCE, DE LA JEUNESSE ET DES ASSOCIATIONS	200 000,00	-	-	200 000,00
201904 - RENOVATION ET EXTENSION DE LA FAIG	1 200 000,00	-	-	1 200 000,00
202104 - TERRAIN CRIG	-	173 863,99	-	173 863,99
202101 - REQUALIFICATION DU SECTEUR SCHLOSSMATT	50 000,00	-	1 000 000,00	1 050 000,00
202105 - FORUM	-	43 214,89	-	43 214,89
202402 - VIDEOPROTECTION	530 000,00	-	48 900,00	578 900,00
202501 - INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE DU PÔLE RESSOURCES	200 000,00	-	-	200 000,00
202503 - AIRES DE JEUX GIRLENHIRSCH	150 000,00	-	-	150 000,00
202601 - RENOVATION DU PONT DU MUHLEGEL	-	-	15 000,00	15 000,00
202602 - ADAPTATION DES BATIMENTS PUBLICS AUX FORTES CHALEURS	-	-	500 000,00	500 000,00
20 - IMMOBILISATION INCORPORELLES	128 000,00	109 850,54	- 16 440,00	221 410,54
204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	80 100,00	19 450,15	-	99 550,15
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 077 400,00	741 001,55	-	2 818 401,55
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS	236 000,00	738 288,22	60 000,00	1 034 288,22
27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	1 440,00	1 440,00
SOUS-TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	10 851 500,00	2 030 441,48	3 000 000,00	15 881 941,48
16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	442 500,00	284,72	-	442 784,72
SOUS-TOTAL DEPENSES FINANCIERES	442 500,00	284,72	-	442 784,72
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	11 294 000,00	2 030 726,20	3 000 000,00	16 324 726,20
040 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT	10 000,00	-	-	10 000,00
041 - OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	1 010 000,00	-	-	1 010 000,00
001 - RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	3 741 693,65	-	-	3 741 693,65
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	16 045 693,65	2 030 726,20	3 000 000,00	21 076 419,85

RECETTES D'INVESTISSEMENT	Budget primitif 2026	Restes à réaliser 2025 sur 2026	DBM 2026_01	Total autorisations budgétaires 2026
10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	3 459 803,84	-	-	3 459 803,84
13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	442 333,89	3 219 616,01	-	3 661 949,90
16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	5 000,00	-	3 000 000,00	3 005 000,00
TOTAL RECETTES REELLES	3 907 137,73	3 219 616,01	3 000 000,00	10 126 753,74
021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	7 589 666,11	-	-	7 589 666,11
040 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT	2 360 000,00	-	-	2 360 000,00
041 - OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE	10 949 666,11	-	-	10 949 666,11
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	14 856 803,84	3 219 616,01	3 000 000,00	21 076 419,85

Approuvé en préfecture
06/10/2025 DL260930-049 M39142-006-DE
Date de réception préfecture : 09/10/2025

Numéro	DL260930-RESS06	8/8
Matière	7.1. Finances locales – Décisions budgétaires	

ADOpte LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

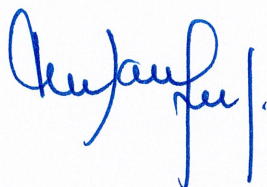
POUR : 30

CONTRE :

ABSTENTION : 4 MADGELAINE Séverine, DURAND Jérémy, LOUIS Lucas, VIVET Laurent

Pour extrait conforme

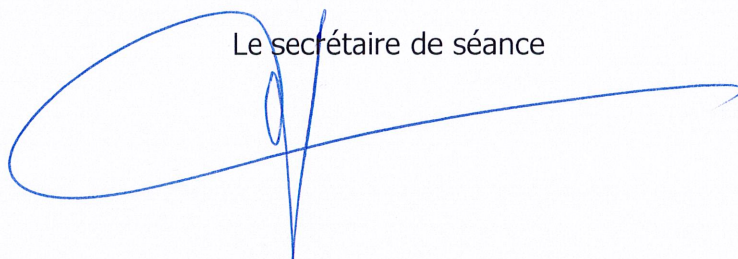
Le Maire



Thibaud PHILIPPS



Le secrétaire de séance



Alexandre VINCENT-BEAUME

Voies et délais de recours : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal administratif de Strasbourg sis 31, avenue de la Paix – BP 51038 67070 Strasbourg Cedex, ou via l'application « Télérecours » sur le site internet <https://www.telerecours.fr> (articles R.414-1 et R. 414-2 du code de justice administrative) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.

L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.